

• (2340)

M. Mayer: Le coût des machines.

M. Blackburn (Brant): Les agriculteurs pouvaient se payer des moissonneuses batteuses Massey-Ferguson quand ils vivaient de façon assez prospère. Ils en avaient les moyens. De nos jours, ils ne peuvent plus parce qu'ils ne gagnent plus d'argent. Voilà un problème.

En ce qui concerne l'effondrement du cours des denrées, et presque tous les intervenants ce soir ont souligné ce grave problème, il est évident qu'il faut mettre sur pied une forme de garantie d'aide à court terme. Le Farm Bill des États-Unis aide les agriculteurs américains. La CEE subventionne ses agriculteurs. Allons-nous nous croiser les bras et laisser nos agriculteurs faire faillite parce que le gouvernement conservateur est hostile à une forme de subvention garantie pour les agriculteurs sur, disons deux, trois ou quatre ans, et non pas simplement pour six mois ou de la période des semailles à la moisson?

Il faudrait dire aux agriculteurs qu'on va leur garantir un revenu raisonnable pour leurs investissements et leur dur labeur pendant les cinq prochaines années au besoin, afin de leur permettre de respirer, et de prévoir au lieu de se dire: «Je vais peut-être pouvoir m'en tirer cette année, mais Dieu sait ce qui va se passer l'année prochaine».

En ce qui concerne les coûts de production élevés, le prix du boisseau de maïs que touchent les agriculteurs de ma circonscription aujourd'hui est moins élevé qu'il ne l'était je crois en 1975 ou 1977. Pourtant, leurs frais de production augmentent chaque année. Je me trompe peut-être, mais je crois qu'ils sont sept fois plus élevés qu'en 1975. C'est un chiffre considérable. Ils ont peut-être seulement quintuplé, mais de toute façon les frais de production ont énormément augmenté alors que les prix baissaient. Je voudrais bien savoir quel petit industriel urbain employant une quinzaine à une vingtaine de personnes serait capable de survivre dans de telles conditions. Mais encore une entreprise citadine peut-elle se recycler éventuellement et opter pour une voie plus productive. En revanche, que peut faire l'agriculteur? Peut-il renoncer à la vie rurale, renoncer à ses traditions?

J'ai discuté avec de jeunes agriculteurs de ma circonscription, et vu leur malaise. Je suis sûr qu'on retrouve la même chose partout dans le pays. Nos agriculteurs sont parmi les mieux formés du monde. Il y a un panneau sur la grille d'une ferme de ma circonscription qui dit: «Ferme du siècle». C'était un projet, je crois, d'une des jeunes organisations agricoles de l'Ontario. Les jeunes agriculteurs ont honte de s'endetter de plus en plus et de ne voir que la faillite au bout du tunnel, alors que leurs grands-pères, leurs arrière-grands-pères et même, dans certains cas, leurs arrière-arrière-grands-pères, dans les années 1840 et 1850, ont commencé à cultiver cette terre. Il nous est facile de dire qu'ils ne devraient pas se sentir coupables, mais c'est le cas. Voilà comment sont les jeunes agriculteurs.

Ce serait différent si, comme vers la fin des années 50, un grand nombre d'agriculteurs refusaient de moderniser leurs installations, d'étudier et d'améliorer leur capacité de production. Mais aujourd'hui, certains des meilleurs agriculteurs font faillite. En va-t-il de même pour les meilleures industries dans les régions urbaines? Je ne le pense pas. Les industries qui font

Article 29 du Règlement

faillite dans nos villes à l'heure actuelle, et en tout cas dans le sud de l'Ontario où l'économie urbaine est florissante dans le fameux «Golden horseshoe», sont gérées par de très mauvais hommes d'affaires, souvent incompetents. Mais en agriculture, ce sont les meilleurs agriculteurs qui s'endettent de plus en plus et qui sont confrontés à la faillite.

L'autre problème, bien entendu, est celui de la dette et c'est l'objet du débat d'aujourd'hui. Je voudrais demander au ministre qui est présent pourquoi, grands Dieux, le gouvernement a-t-il décidé à la fin de la semaine dernière de lever le moratoire? Pourquoi maintenant? A-t-il cédé aux pressions des banques, pour qu'elles puissent immédiatement procéder aux saisies? Était-ce pour leur donner d'autres raisons de couper l'herbe sous le pied de leurs débiteurs?

M. Mayer: Quel rapport cela a-t-il avec les banques? Cela n'a rien à voir.

M. Blackburn (Brant): Les agriculteurs commencent à se demander si ce ne sont pas les banques qui ont forcé le gouvernement à agir de la sorte.

M. Mayer: Les banques n'ont rien à voir là-dedans.

M. Blackburn (Brant): Les agriculteurs commencent à en douter. Beaucoup pensent que le gouvernement a cédé devant les banques et a agi le premier. Le premier ministre (M. Mulroney) nous dit qu'il ne peut communiquer son message. Le vice-premier ministre (M. Mazankowski) déclare que l'une des raisons pour lesquelles le gouvernement est si mal placé dans les sondages, c'est qu'il ne sait pas vendre ses programmes à la population. Il n'informe pas les gens. Il devrait peut-être commencer, car les agriculteurs de ma circonscription, de façon générale, me disent que ce sont probablement les banques qui ont forcé le gouvernement à lever le moratoire. Si ce n'est pas le cas, le ministre ferait bien d'aller exposer la vérité aux agriculteurs.

Je trouve désespérant de participer à ce genre de débat. J'ai participé à des débats comme celui-ci à la Chambre, dans ma circonscription et dans d'autres parties du Canada. Nous parlons ici des meilleurs agriculteurs du monde. Je n'exagère pas lorsque je dis que le taux de suicide chez les agriculteurs est 12 fois le taux national. De toute évidence il y a quelque chose qui ne va pas. L'incidence de dépressions nerveuses, de maladies mentales et de troubles émotifs est très élevée chez les agriculteurs, leurs épouses et leurs enfants. Il faut faire quelque chose et vite.

Je vais terminer en disant simplement que pour sauver l'exploitation agricole familiale il suffit de ne pas financer sa perte. Il ne faut pas donner de l'argent aux agriculteurs pour qu'ils puissent quitter la terre. Jusqu'à quel point peut-on pousser l'hypocrisie d'une politique? D'une part on dit que l'on veut préserver l'exploitation familiale et de l'autre le gouvernement se prépare à donner de l'argent aux agriculteurs pour qu'ils quittent la terre. C'est la honte nationale dont nous parlons ce soir.

M. Marcel Prud'homme (Saint-Denis): Monsieur le Président, je constate que les députés de Brandon—Souris (M. Clark), de Moose Jaw (M. Gottselig) et de Lambton—Middlesex (M. Fraleigh) sont surpris de voir un député de Montréal prendre la parole. Même mon distingué collègue qui vient de